

AFRIQUE DU SUD

FICHE PAYS ISSUE DU SONDAGE « LES ASPIRATIONS CITOYENNES EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS LE MONDE : UNE VOLONTÉ DE CHANGEMENT »¹



[CONSULTER LE RAPPORT](#)



QUE DÉCLARENT LES PERSONNES INTERROGÉES EN AFRIQUE DU SUD DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ?

- ➔ **La grande majorité des personnes interrogées en Afrique du Sud déclarent que l'égalité des sexes leur est « importante » à titre personnel (91 %).** On peut observer une corrélation avec l'âge, les personnes interrogées les plus jeunes âgées de 18 à 24 ans estimant que l'égalité des sexes leur est plus « importante » à titre personnel (95 %) que les personnes interrogées âgées de 60 ans et plus (81 %).
- ➔ **Seulement 46 % des personnes interrogées en Afrique du Sud pensent que l'égalité des sexes en Afrique du Sud est « meilleure » aujourd'hui qu'il y a 25 ans.** Parmi les femmes interrogées le tableau change nettement, avec plus de femmes interrogées qui pensent que la situation est « moins bonne » qu'il y a 25 ans (30 %) que d'hommes interrogés (19 %), ou que la situation est restée « plus ou moins identique » (31 % des femmes ; et 25 % des hommes). On observe une corrélation avec le niveau de revenu, les personnes faisant partie du quintile de revenus les plus élevés considérant que la situation est « meilleure » (54 %), contre seulement 30 % dans le quintile le plus bas.
- ➔ **La grande majorité des personnes interrogées (85 %) pensent que le gouvernement sud-africain « devrait en faire plus » pour promouvoir l'égalité des sexes, et 10 % pensent qu'il « fait ce qu'il faut ».** Sur les 85 % qui pensent que le gouvernement devrait en faire plus, la plupart pensent qu'il devrait en faire « beaucoup plus » (65 %).
- ➔ **54 % des personnes interrogées en Afrique du Sud pensent que le gouvernement devrait « réformer les lois pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et mettre fin aux discriminations contre les femmes ».** Cette opinion est plus répandue chez les femmes interrogées (62 %) que chez les hommes (46 %).
- ➔ **En ce qui concerne les explications pour les inégalités de sexe en Afrique du Sud, la raison choisie la plus commune est « parce que la religion et la culture ne traitent pas les femmes et les hommes sur le même pied d'égalité » (51 %),** avec une proportion légèrement plus élevée chez les femmes interrogées (54 %).

¹ Cette fiche pays reprend les résultats d'une enquête sur les attitudes et les perceptions du public concernant l'égalité des sexes en Afrique du Sud. Ce travail est codirigé par Focus 2030 et Women Deliver. L'enquête a été réalisée au moyen d'un sondage en ligne, mené par Deltapoll, dans 17 pays. Environ un millier de personnes ont été interrogées dans chaque pays en juillet/août 2020. Les données démographiques collectées comprennent : le sexe, l'âge, le niveau de revenu, le niveau d'éducation, le dernier vote aux élections nationales (le cas échéant), l'origine ethnique (le cas échéant), le statut de migrant et la région de résidence. En Afrique du Sud, 1 010 personnes ont été interrogées, dont 512 femmes, 498 hommes et 3 personnes qui se sont identifiées « d'une autre manière ». Parmi les 1 010 personnes interrogées, 219 étaient âgées de 18 à 24 ans, 423 étaient âgées de 25 à 44 ans, 219 étaient âgées de 45 à 59 ans, et 149 étaient âgées de 60 ans ou plus. Veuillez consulter www.focus2030.org et www.womendeliver.org pour plus d'informations.

² Le texte en italique et les citations reflètent les options de réponse à l'enquête présentées aux personnes interrogées.



VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

- ➔ **Mettre fin à la violence basée sur le genre est la principale priorité des personnes interrogées en Afrique du Sud**, 46 % d'entre elles choisissant « *mettre fin aux violences contre les femmes* » comme premier choix pour l'action gouvernementale en vue d'améliorer l'égalité des sexes dans le pays. 81 % considèrent que ce domaine fait partie des trois les plus importants.
- ➔ Pour en finir avec la violence basée sur le genre, la majorité des personnes interrogées en Afrique du Sud (73 %) pensent que **le gouvernement sud-africain devrait « renforcer la poursuite judiciaire des [auteurs de] crimes sexuels et d'agressions envers les femmes »**. Il existe également un soutien pour « *mettre fin aux usages traditionnels qui portent atteinte aux femmes et aux jeunes filles* » (59 %), et « *financer des programmes pour soutenir les femmes victimes de violences* » (51 %). 35 % des hommes interrogés soutiennent l'intervention du gouvernement pour « *remédier au déséquilibre des pouvoirs entre les femmes et les hommes à la maison au sein des familles, dans le cadre des mariages ou des relations de couple* », mais ce pourcentage atteint 43 % chez les femmes interrogées et 52 % chez les femmes âgées de 18 à 24 ans.
- ➔ **Une majorité des personnes interrogées en Afrique du Sud (85 %) se sentent menacées, ou connaissent quelqu'un qui se sent menacé d'agression ou de harcèlement** à un endroit ou un autre. La situation la plus commune dans laquelle elles se sentent menacées, ou connaissent quelqu'un qui se sent menacé, est dans des « *lieux publics* » (66 % des personnes interrogées, et 71 % des femmes). Parmi les femmes interrogées âgées de 18 à 24 ans, cela monte à 77 %. 48 % des personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans se sentent également menacées, ou connaissent quelqu'un qui se sent menacé de harcèlement « *en ligne* », contre 39 % des personnes âgées de 60 ans et plus. En outre, 18 % des personnes qui se sont identifiées comme Blanches ont indiqué qu'elles ne se sentaient pas, ou ne connaissaient pas quelqu'un qui se sentait en danger dans l'un des endroits cités, contre 10 % des personnes qui se sont identifiées comme Noires.
- ➔ La moitié des personnes interrogées en Afrique du Sud (50 %) pensent qu'il est « *inacceptable* » que les femmes « *doivent toujours obéir à leur partenaire* », 27 % jugeant cela « *acceptable* ». Une proportion significative pense qu'il est « *acceptable* » que les femmes « *puissent refuser d'avoir un rapport sexuel avec leur partenaire* » (70 %), et qu'il est « *inacceptable* » de « *siffler une femme dans la rue ou toucher une femme sans son consentement* » (87 %).
- ➔ **29 % des femmes interrogées ont vu leur « liberté de mouvement restreinte par des membres de [leur] famille ou [leur] partenaire »**, et ce chiffre monte à 38 % pour les femmes interrogées âgées de 18 à 24 ans.



JUSTICE ÉCONOMIQUE ET DROITS ÉCONOMIQUES

- ➔ **La promotion de la justice et des droits économiques des femmes est la deuxième priorité la mieux classée**, avec 18 % des personnes interrogées ayant classé « *favoriser l'accès des femmes à des postes bien payés, mettre en place un salaire égal, une indépendance financière et les droits des femmes pour accéder à la priorité* » comme priorité absolue. 66 % considèrent que ce domaine fait partie des trois les plus importants.
- ➔ **Afin d'élargir les opportunités économiques des femmes et accroître leur pouvoir de décision, « empêcher les violences et le harcèlement sexuel au travail » (58 %) et « atteindre l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes » (47 %) sont considérées comme des mesures clés pour l'action gouvernementale par les personnes interrogées en Afrique du Sud.** L'importance de la parité salariale hommes-femmes est plus marquée chez les cohortes plus âgées, 45 % des personnes âgées de 18 à 24 ans citant la parité des salaires comme une mesure importante, contre 61 % de celles âgées de 60 ans et plus.
- ➔ 72 % des femmes interrogées en Afrique du Sud estiment avoir été victimes d'au moins un type de discrimination dans leur vie. 39 % des femmes interrogées n'ont pas eu « accès aux mêmes opportunités de promotions dans [leur] travail que [leurs] collègues de sexe masculin » et 32 % indiquent ne pas avoir été « autant payées que [leurs] collègues masculins ». En outre, 18 % ont rencontré « plus de difficultés pour avoir accès à l'éducation et à une formation professionnelle que [leurs] proches de sexe masculin », et 17 % « n'ont pas reçu ou ne recevront pas le même héritage que [leurs] proches de sexe masculins ».
- ➔ 65 % des personnes interrogées trouvent qu'il est « inacceptable » de « laisser les femmes assurer la majorité des tâches ménagères, de la garde des enfants et du soutien aux personnes âgées », les femmes étant plus nombreuses à trouver cela « inacceptable » (71 %) que les hommes interrogés (58 %). De plus, « demander à une femme pendant un entretien d'embauche si elle a ou souhaiterait avoir des enfants » est « inacceptable » pour 66 % des personnes interrogées. La majorité (85 %) pensent également que « les femmes gagnant moins que les hommes pour le même travail » est « inacceptable », les femmes interrogées étant plus nombreuses à trouver cela « inacceptable » (90 %) que leurs homologues masculins (79 %).
- ➔ L'impact économique de la pandémie semble avoir affecté les femmes et les hommes interrogés de la même manière en Afrique du Sud, les deux déclarant avoir « perdu [leur] travail » (14 %) et avoir « fait face à des difficultés financières inattendues » (17 %) dans la même proportion. **Des différences entre les sexes apparaissent dans les tâches ménagères et les soins ; cependant, avec 66 % des femmes interrogées déclarant que leur « temps consacré aux tâches ménagères a augmenté » par rapport à leurs homologues masculins (51 %), et 29 % déclarant que leur « temps consacré à la prise en charge des autres a augmenté », contre 19 % des hommes interrogés.**
- ➔ **Parmi les femmes interrogées âgées de 18 à 24 ans, 70 % déclarent que leur « temps consacré aux tâches ménagères a augmenté »** (contre 51 % des hommes interrogés du même âge), **et 30 % disent que leur « temps consacré à la prise en charge des autres a augmenté »** (contre 20 % des hommes âgés de 18 à 24 ans).



MOUVEMENTS ET LEADERSHIP FÉMINISTES

- ➔ **Les mouvements et le leadership féministes représente globalement la troisième priorité des personnes interrogées, 14 % classant « accroître la participation des femmes et le pouvoir des femmes en politique ainsi que dans les mouvements culturels et sociaux »** comme priorité absolue. 56 % considèrent que ce domaine fait partie des trois les plus importants.
- ➔ **44 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement sud-africain devrait « soutenir la participation et la capacité des femmes à prendre des responsabilités politiques ».** En outre, 43 % des personnes interrogées sont également favorables à ce que le gouvernement prenne des mesures pour « assurer une représentation égale des femmes en politique ».
- ➔ **69 % des personnes interrogées « sont d'accord » que « l'imposition de quotas par sexe dans tous les organes de décisions politiques est une bonne manière de faire avancer l'égalité des sexes en Afrique du Sud »,** avec 12 % de désaccord (9 % des femmes contre 15 % des hommes interrogés). Les jeunes femmes de 18 à 44 ans sont plus favorables aux quotas par sexe que les autres groupes d'âge (77 %).



TECHNOLOGIES ET INNOVATION AU SERVICE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

- ➔ **Les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes est la quatrième priorité la plus citée, avec 10 % des personnes interrogées** qui classent « investir dans la technologie pour améliorer l'accès des femmes aux services de santé, à l'éducation et aux opportunités économiques » comme priorité absolue. 40 % choisissent cela comme l'une de leurs trois priorités.
- ➔ **Afin de promouvoir l'utilisation de la technologies et de l'innovation pour parvenir à l'égalité des sexes, 65 % des personnes interrogées en Afrique du Sud pensent que le gouvernement devrait « procurer des opportunités équivalentes aux jeunes filles et aux femmes pour étudier et travailler dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques ».** Les personnes interrogées sont également favorables à l'idée d'« investir dans une technologie qui permet de fournir des services en ligne, notamment de santé, pour les jeunes filles et les femmes » (51 %) et à « l'augmentation de la sécurité des espaces numériques pour les jeunes filles et les femmes » (50 %).



DROIT À DISPOSER DE SON CORPS ET LA SANTÉ ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

- ➔ **Le droit à disposer de son corps et la santé et les droits sexuels et reproductifs est la cinquième priorité la plus citée, avec 5 % des personnes interrogées** qui classent « permettre l'accès à la contraception et au planning familial, à un bon suivi de la santé maternelle, à l'éducation sexuelle à l'école » comme priorité absolue. 27 % considèrent que ce domaine fait partie des trois les plus importants.

- ➔ **« Accroître l'accès aux services de santé sexuelle » (53 %) et « accroître la participation des jeunes dans la mise en place de services de santé sexuelle et reproductive » (47 %) sont des mesures que les personnes interrogées en Afrique du Sud estiment que le gouvernement devrait prendre pour améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes.** « Accroître la participation des jeunes dans la mise en place de services de santé sexuelle et reproductive » est plus important pour les personnes interrogées les plus jeunes âgées de 18 à 24 ans (50 %) que pour les personnes plus âgées de 60 ans et plus (40 %).
- ➔ **En Afrique du Sud, 18 % des femmes interrogées ont rencontré « des difficultés pour avoir accès à [leur] méthode de contraception privilégiée », ce pourcentage passant à 26 % chez les femmes âgées de 18 à 24 ans.** Un pourcentage plus faible de femmes interrogées en Afrique du Sud (9 %) ont rencontré « des difficultés pour avoir accès à l'avortement et à des soins post-avortement ». Là encore, cette tendance est plus prononcée (12 %) chez les femmes âgées de 18 à 24 ans.
- ➔ En Afrique du Sud, 7 % des personnes interrogées ont rencontré « des difficultés pour accéder à des moyens de contraception ou à d'autres dispositifs liés à la santé sexuelle » pendant la pandémie Covid-19. Là encore, ce sont les jeunes interrogés, âgés de 18 à 24 ans, qui ont rencontré le plus de difficultés (12 %).



ACTION DES FEMMES EN FAVEUR DE LA JUSTICE CLIMATIQUE

- ➔ **L'action des femmes en faveur de la justice climatique est la sixième priorité la plus citée**, avec 3 % des personnes interrogées classant « promouvoir la participation des femmes dans les actions mises en œuvre face au changement climatique » comme priorité absolue. 15 % considèrent que ce domaine fait partie des trois les plus importants.
- ➔ **69 % des personnes interrogées affirment que le gouvernement sud-africain devrait « promouvoir la formation et l'embauche des femmes dans des métiers liés au changement climatique »**, les femmes interrogées étant plus nombreuses à soutenir cette mesure (73 %) que les hommes (65 %). 59 % des personnes interrogées sont également favorables à « l'accroissement de la participation des jeunes filles et des femmes dans le développement de solutions pour lutter contre le changement climatique ». 50 % des personnes interrogées soutiennent « augmenter le financement des organisations dirigées par des femmes qui luttent contre le changement climatique », les femmes interrogées étant plus favorables à cette mesure (62 %) que les hommes (54 %).



FINANCEMENT EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

- ➔ **23 % des personnes interrogées en Afrique du Sud estiment que leur gouvernement devrait « augmenter ses financements en faveur de l'égalité des sexes en Afrique du Sud ».** **68 % des personnes interrogées pensent également que le gouvernement devrait « augmenter ses financements en faveur d'organisations et de projets internationaux luttant pour l'égalité des sexes dans le monde entier ».** Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à soutenir l'augmentation du financement de l'égalité des sexes, tant au niveau national (90 %, contre 78 %) que pour les projets et organisations internationaux (73 %, contre 63 %). Les personnes qui se sont déclarées Noires (82 %) sont plus susceptibles de soutenir une augmentation du financement public en faveur de l'égalité des sexes que les personnes qui se sont déclarées Blanches (65 %).
- ➔ En outre, une proportion plus élevée de jeunes interrogés sont favorables au financement de l'égalité des sexes, que ce soit au niveau national (87 % des personnes âgées de 18 à 24 ans, contre 78 % de celles âgées de 60 ans et plus) ou à l'étranger (78 % des personnes âgées de 18 à 24 ans, contre 58 % de celles âgées de 60 ans et plus). Ce chiffre est encore plus élevé chez les jeunes femmes interrogées (âgées de 18 à 24 ans), dont 93 % soutiennent « l'augmentation des financements en faveur de l'égalité des sexes en Afrique du Sud », et 79 % souhaitent que le gouvernement « augmente ses financements en faveur d'organisations et de projets internationaux luttant pour l'égalité des sexes dans le monde entier ».
- ➔ **72 % des personnes interrogées en Afrique du Sud « sont d'accord » que « parvenir à l'égalité des sexes est essentiel pour mettre fin à la pauvreté dans tous les pays », contre 9 % qui « ne sont pas d'accord » avec cette déclaration.**



QUELLES MESURES LES PERSONNES INTERROGÉES EN AFRIQUE DU SUD SONT-ELLES PRÊTES À PRENDRE ?

- ➔ Pour encourager les décideurs politiques à lutter contre les inégalités hommes-femmes, **54 % des personnes interrogées seraient prêtes à « promouvoir l'égalité des sexes dans des conversations et des échanges sociaux ».**
- ➔ **53 % des personnes interrogées seraient disposées à « voter aux élections en faveur d'un(e) candidat(e) engagé(e) en faveur de l'égalité des sexes ».** La même proportion de personnes interrogées, **53 %**, seraient prêtes à « signer une pétition » ou à « partager des informations au sujet de l'égalité des sexes sur les réseaux sociaux ».



IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

- ➔ L'impact de la pandémie sur la santé a touché les hommes et les femmes de manière similaire, 13 % des personnes interrogées déclarant être « *tombé(e) malade* » et 24 % déclarant qu'« *un membre de [leur] famille ou de [leur] foyer est tombé malade* ». Cependant, les femmes qui se sont identifiées comme Noires sont deux fois plus susceptibles que celles qui se sont identifiées comme Blanches d'avoir « *un membre de [leur] famille ou de [leur] foyer qui est tombé malade* » (31 % des femmes noires contre 15 % des femmes blanches et 25 % des hommes noirs) et « *un membre de [leur] famille ou de [leur] foyer qui est décédé* » (27 % des femmes noires, 12 % des femmes blanches et 19 % des hommes noirs). Les femmes interrogées qui se sont identifiées comme Noires sont également plus susceptibles d'avoir rencontré des difficultés pour obtenir « *des traitements, des médicaments, des produits de santé et d'hygiène* » pendant cette période (24 %, contre 16 % des femmes blanches).
- ➔ La différence la plus notable entre les hommes et les femmes interrogées réside dans la déclaration de leurs expériences liées au stress et à la santé mentale. Beaucoup plus de femmes (57 %) que d'hommes (41 %) ont « *souffert de stress émotionnel ou de problèmes psychologiques* » pendant la pandémie Covid-19. L'intersection de l'âge et du sexe a une incidence claire, puisque les jeunes femmes interrogées âgées de 18 à 24 ans (70 %) déclarent davantage avoir « *souffert de stress émotionnel ou de problèmes psychologiques* » que les jeunes hommes interrogés (57 %).
- ➔ Au regard de l'impact de la pandémie Covid-19 sur l'égalité des sexes, 44 % « *sont d'accord* » que « *la réponse du gouvernement pour aider les citoyens à traverser la pandémie de Covid-19 dans [leur] pays a répondu de la même manière aux besoins des femmes et des hommes* ». 32% des personnes interrogées « *ne sont pas d'accord* », les femmes étant plus nombreuses à ne pas être d'accord (38 %) que les hommes (27 %).
- ➔ 91 % des personnes interrogées en Afrique du Sud « *sont d'accord* » que « *les femmes devraient être impliquées à tous les niveaux de la réponse sanitaire mondiale ainsi que dans les efforts de relance après l'épidémie de Covid-19, y compris dans le développement des politiques publiques et des traitements* ».
- ➔ Plus de personnes interrogées « *sont d'accord* » qu'« *en raison de l'épidémie de Covid-19, les inégalités femmes-hommes vont s'accroître* » (42 %) que de personnes qui « *ne sont pas d'accord* » (27 %), avec 29 % qui ne sont « *ni d'accord ni pas d'accord* ». Le désaccord avec l'énoncé est davantage le fait des hommes interrogés (34 %) que des femmes interrogées (20 %).

Cette fiche pays est un supplément au rapport *Les aspirations citoyennes en faveur de l'égalité femmes-hommes dans le monde : une volonté de changement*, présentant les résultats d'un sondage comparatif mené dans 17 pays sur l'égalité entre les femmes et les hommes en amont du Forum Génération Égalité.

Pour le rapport complet et l'intégralité des fiches pays, veuillez consulter le site : <http://womendeliver.org> et www.focus2030.org